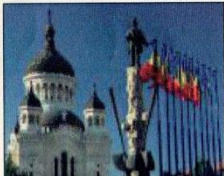


TERRITOIRES NUMÉRIQUES

Coopération décentralisée et infotechnologies

Plusieurs réunions internationales - successivement à Bruxelles (Semaine européenne des villes et des régions), Tunis (au sein du SMSI), Barcelone (à l'occasion d'Euromed) et Cluj (Assises de la coopération décentralisée) notamment -, mais aussi la réunion de groupes de travail du monde francophone ont récemment abordé la question de la coopération décentralisée, sujet central s'il en est parmi les préoccupations de nombre de collectivités territoriales aujourd'hui et terrain rendu à certains égards bien délicat par l'irruption intempestive des technologies de la communication sur un terrain où les réceptions croisées de responsables et quelques échanges culturels ont longtemps fait l'affaire aux yeux de beaucoup. Pour ce qui est du monde francophone, le développement des outils d'échange et de partage de savoir ont en effet fait naître bien des espoirs, auprès naturellement de territoires à l'évidence pas toujours les mieux pourvus comme l'ont à l'évidence montré les débats du Sommet de Tunis d'un public jeune s'interrogeant sur la pertinence de rencontres ou échanges souvent quelque peu protocolaires.

Les Assises franco-roumaines de la coopération décentralisée qui viennent de s'achever à Cluj en Roumanie ont ainsi bien montré tout à fois la réelle richesse des potentialités de telles démarches, mais également la difficulté de répondre à l'ampleur des espoirs souvent suscités. Autrement dit, les technologies de la connaissance et l'émergence d'une économie du savoir ont créé une ample fracture - bien vraie celle-là -, entre des attentes qui se développent et une offre qui arrive difficilement à se détacher des démarches traditionnelles.



Cluj-Napoca - Cathédrale Orthodoxe

Le concept de jumelage ne parvient plus que difficilement à trouver des bases nouvelles, malgré l'ajout de connotations numériques qui est parfois censé lui conférer une jeunesse nouvelle. L'ensemble des réunions évoquées montrent combien les enjeux se font urgents, à trois niveaux notamment : les sujets mêmes des attentes, le rôle à cet

égard de la langue française dont on sait combien jusqu'à très récemment elle a été privilégiée en matière d'échanges et bien évidemment le champ économique et technologique.

Sur ce dernier point, la polarisation spatiale des compétences a naturellement fait naître des demandes multiples en termes de mise en réseau de ces pôles sous l'égide des collectivités et d'une réelle volonté de bénéficier d'échanges d'expériences, voire plus largement en matière d'aide aux entreprises en vue d'une coopération territoriale pouvant leur faciliter une mutualisation des marchés. À l'heure d'une prise en compte des premières difficultés - de jeunesse, on l'espère - des pôles de compétitivité tels que listés par la récente réunion du Conseil National des Economies Régionales, il s'agit là d'une leçon à retenir pour les collectivités locales qui s'y trouvent impliquées.

Dans le domaine linguistique, nombreux sont les acteurs de la francophonie à vouloir promouvoir la langue française comme «la langue de l'innovation», ceci à l'heure tout particulièrement dans le cadre des préparatifs du Sommet des chefs d'état francophones qui doit se réunir en septembre 2006 à Bucarest. Le pari ici est loin d'être gagné devant les réticences de certains acteurs qui redoutent d'être marginalisés par les exigences en

terme de compétences qui seront celles par exemple des bibliothèques virtuelles thématiques et mutualisées qui sont amenées à être parmi les outils majeurs de la coopération décentralisée de demain. On se trouve ainsi devant les sujets proprement dits des attentes face aux démarches de coopération décentralisée et qui appellent le plus souvent à des transferts de savoirs et de compétences et non à des discours sur des pratiques par exemple de démocratie participative d'autant moins mobilisatrices qu'elles ne font en rien appel à des technologies facilitant les échanges entre habitants d'un quartier, voire une vraie information de ceux-ci.

Un prochain colloque à la grande bibliothèque d'Alexandrie devrait d'ailleurs permettre en mars 2006 aux collectivités de débattre précisément de leur rôle futur en matière de transmission de savoirs, à ce qui apparaît donc bien comme un moment clef de la mutation des coopérations territoriales en ce domaine.

Dans un tel contexte, les «contenus» de culture électronique sont amenés à jouer bien évidemment un rôle de tout premier plan. C'est bien ce qu'a compris le Sénat de Brême en accompagnant l'Institut Fraunhofer dans sa création d'une «culture Factory». Se trouvent agences et présentes dans cet espace - on y reviendra plus précisément

dans une prochaine chronique - les interfaces les plus novatrices en matière de culture urbaine et de mise en contact avec l'autre, avec toujours les mêmes exigences de transformer villes et territoires en autant d'espaces recouverts de liens vers des savoirs et des connaissances, permettant à chaque passant, à chaque habitant d'apprendre d'autrui, de lui donner à voir et savoir, de se faire à distance l'ambassadeur de son territoire et de la vie de celui-ci.



Centre des sciences à Brême

Une coopération - en l'occurrence simplement frontalière - illustre parfaitement ce que pourront être dans les années à venir les nécessaires synchronies entre les démarches territoriales qui prendrait aisément les contours d'une légende de fin d'année pour acteurs territoriaux. Devant l'absence quasi-systématique de véritables rapports entre Francfort sur Oder et la ville de Slubide qui se trouve de l'autre côté de la frontière, un artiste s'est donné pour mission d'en rappo-

cher les habitants, mais aussi les édiles. Afin de traiter ce qui semblait être la racine du mal, il amena les habitants des deux villes à une décodification des images, emblèmes et signes qui les entouraient, puis à les réunir au travers d'une ville virtuelle qu'il n'a pas hésité à baptiser «Slubfurt». À force d'évoquer une telle ville dans les grandes rencontres internationales tout au long de cette année, cela lui conféra une réalité inattendue de tous jusqu'à amener les responsables municipaux à l'aider pour que cette nouvelle ville virtuelle européenne accueille une triennale d'art l'an prochain et surtout qu'elle puisse devenir à l'avenir un espace d'expérimentation des «nouvelles technologies de la ville». À défaut de «processus de Barcelone» dont Euromed vient de montrer le peu d'apports concrets en termes de coopération territoriale - même si plusieurs villes y démultiplient leurs propres réseaux -, peut-être pourra-t-on à l'horizon de la fin de cette décennie - faire appel à une telle image de pari réussi.

Laura Garcia Vitoria
Directrice scientifique
du Réseau européen des Villes
Numériques
laura.garcia@villesnumeriques.org
www.villesnumeriques.org